

Fraudeurs, *Welfare Queens*, *Furbetti*... des figures controversées de l'État social. Perspectives internationales.

L'expression italienne "*furbetto del reddito di cittadinanza*", que l'on peut traduire par le "*petit malin* du revenu de citoyenneté" fait référence à un type de bénéficiaire particulièrement stigmatisé en Italie, véhiculant un ensemble de stéréotypes profondément enracinés. Alors que le *furbetto* désignait à l'origine certains fonctionnaires, les *furbetti del cartellino* qui poinçonnaient leur carte de présence sans réellement se rendre au travail, ce terme s'est étendu au fil du temps à d'autres domaines tels que les prestations sociales (revenu minimum, allocations de chômage, etc.). Il est désormais également utilisé pour désigner l'individu considéré comme oisif par excellence, profitant des aides publiques sans chercher à (ré)intégrer le marché de l'emploi, parasitant autant le contribuable, l'ensemble de la communauté des travailleurs et de travailleuses que celles et ceux à qui le système d'aides sociales serait destiné. De l'autre côté de l'Atlantique, l'équivalent du *petit malin* dans le contexte de l'État social américain revêt plutôt les traits d'une *petite maline*, sous le nom désormais bien connu de la *Welfare Queen*. Cette dernière est dépeinte comme une mère seule afro-américaine, indolente et paresseuse, profitant des prestations de l'État. Cette représentation, popularisée à partir des années 1960 aux États-Unis, véhicule deux stéréotypes contradictoires (Gustafson, 2012). Elle véhicule d'un côté l'image de la mère célibataire pauvre, non diplômée, non éduquée, paresseuse et irrationnelle, de l'autre, celle de l'allocataire célibataire calculatrice, se soustrayant aux contraintes du travail et à ses obligations au sein du couple, cumulant les bénéfices de l'assistance, et des ressources qu'elle tirerait de son ou ses partenaires (Duncan, Edwards 1999).

La figure du *petit malin*, dont le *furbetto* italien ou de la *Welfare Queen* américaine ne sont que deux exemples, alimente ainsi les discours hostiles aux prestations sociales et contribue au durcissement du traitement réservé à leurs bénéficiaires, dans un contexte général de suspicion et d'austérité budgétaire (M. J. Power 2019). Les différentes déclinaisons de cette figure suggèrent d'en dégager les caractéristiques communes autant que d'en souligner les spécificités, selon les contextes locaux, les époques ou encore les régimes de protection sociale en vigueur. Si le *petit malin* semble avoir des points communs avec le fraudeur, il ne peut y être réduit. Susceptible de respecter les règles, sans jouer pour autant « le jeu » des prestations sociales, il occupe une place ambivalente dans la mise en œuvre des politiques sociales.

Cet appel à communication se propose d'interroger cette figure du *petit malin*, ses variations, en ne se limitant pas nécessairement au seul périmètre des allocations. Il invite à envisager des rapprochements et des écarts, à partir de la mobilisation d'autres secteurs et champs de l'État (minimum social, allocation adulte handicapé, chômage, etc.) mais aussi à réfléchir aux similitudes et aux contrastes qui peuvent exister avec d'autres figures et pratiques analogues. Dans quelle mesure cette figure est-elle le résultat de l'évolution des systèmes de protection sociale ? Comment influence-t-elle les dispositifs de protection, de surveillance et de répression, ainsi que les interactions entre les bénéficiaires et les agents sociaux ? Que nous apprend cette figure

sur l'expérience de l'assistance, les attentes à l'égard de ceux qui en bénéficient, leur rapport au droit et leurs marges de manoeuvre ? Trois axes sont envisagés dans ce cadre.

Axe 1 : Qui sont les “petits malins” ? Représentations plurielles d’une figure controversée

Les différentes figures de *petits malins*, telles que les “*sdraiati sul divano*” (“couchés sur le canapé”) ou les *furberetti* en Italie ou encore la *Welfare Queen* aux États-Unis mobilisent, souvent de manière stéréotypée, certaines caractéristiques saillantes des populations les plus précaires et stigmatisées. Alors que les figures italiennes semblent viser principalement les jeunes, considérés *choosy*, les “paresseux” (Saraceno et al., 2022) ou les membres des familles du sud, soupçonnés de travailler illégalement (Anselmo et al., 2020), celle de la *Welfare Queen* stigmatise la mère seule afro-américaine. Ces figures reflètent, entre autres, l'état du marché du travail en Italie et les disparités économiques entre le Nord et le Sud (Saraceno et al., 2022), ainsi que la surexposition des femmes afro-américaines à la pauvreté, au chômage, à la monoparentalité et aux discriminations raciales et sexistes. Les différentes variantes nationales ou locales de ces figures fournissent un prisme pertinent pour analyser les différences structurelles, les inégalités de classe, de race et de genre. Elles permettent également d'analyser la façon dont les systèmes de protection sociale et les droits sociaux des différents groupes sociaux sont contestés, mis en débat, ou légitimés (Hancock, 2004, Gustafson, K., S., 2011 ; Edin, 2013 ; Power et al., 2022).

Cet axe invite ainsi à explorer, dans cette perspective, les différentes figures du *petit malin*, les images sur lesquelles elles reposent ainsi que les évolutions des systèmes de protection sociale et des droits sociaux qu'elles reflètent et influencent. Quels sont les liens entre les différents types d'aides sociales, les conditions d'accès spécifiques et les représentations des bénéficiaires qui en découlent ? Dans quelle mesure ces différentes incarnations, qu'elles soient ancrées localement ou dans le temps, justifient-elles l'expansion des droits sociaux, ou au contraire remettent-elles en question certains droits et contestent-elles l'accès de certains groupes sociaux à ces prestations sociales ? Dans quelle mesure ces représentations sont-elles liées aux histoires et aux politiques économiques mises en œuvre dans les différents contextes nationaux ?

Axe 2 : Le *petit malin* au guichet de l'État social

Le guichet de l'État social apparaît comme un espace particulièrement intéressant pour analyser le rôle que jouent ces représentations dans la mise en œuvre des politiques publiques et notamment le rôle du guichet dans la caractérisation des *petits malins*. Le contrôle, en particulier, constitue le secteur le plus propice pour saisir ces interactions, étant ciblé sur les fraudeurs potentiels des prestations sociales. Depuis leur travail directement auprès des publics, jusqu'aux algorithmes mis en place au sein des organismes chargés de verser des prestations sociales, l'activité de contrôle ne relève que rarement du hasard (Dubois, 2009, 2022). Dispositif extrêmement formalisé, il cible des profils perçus comme susceptibles de frauder, le plus souvent, sur la base de variables pré-identifiées ou de “soupçons” éveillés lors d'une visite au guichet (Dubois, 2021). En s'intéressant aux variables ciblées par les politiques de contrôle, ainsi qu'aux déterminants de la suspicion de la fraude, cet axe entend analyser les ressorts du contrôle, ses effets sur les représentations des assistés en

général et du fraudeur plus spécifiquement. Pour autant, son enjeu n'est pas de se cantonner à ce seul public des prestations sociales ni à cette seule activité de contrôle, bien que croissante dans les politiques publiques qui ciblent les catégories populaires.

En s'intéressant aux relations de guichet et aux *street-levels bureaucrats* qui ont fait l'objet de travaux nombreux depuis les années 1980 aux États-Unis et en France à partir des années 1990 (Lipsky, 1980, Dubois, 2012) cet axe invite aussi les contributions à analyser les situations équivoques, pour lesquelles la fraude pas toujours envisagée. En ce sens, il propose de s'intéresser aux frontières entre le droit et le non droit, mais aussi celles qui s'établissent à l'intérieur du droit, et qui distinguent les allocataires qui « joueraient » le jeu de ceux qui ne le « joueraient » pas. Comme en témoignent les travaux s'inscrivant dans un ensemble varié de guichets (Dubois, 2003, Fassin, 2001, Siblot, 2006, Spire, 2005, 2008, Weller, 1999), la tendance à l'individualisation des politiques publiques s'est aussi accompagnée de marges de manœuvre importantes dans l'appréciation, l'évaluation voire la négociation des cas individuels. En ce sens, l'analyse au guichet permet d'interroger les catégorisations des *petits malins*, aux contours informels et mouvants, qui les éloignent parfois des fraudeurs avérés. Elle invite aussi à saisir les usages que se font ces agents des *petits malins*, au-delà de la sanction et du contrôle. Car au contraire des fraudeurs, les *petits malins* peuvent apparaître comme des publics privilégiés de certaines politiques publiques, jugés habiles, débrouillards et disposant de ressources que d'autres publics n'ont pas.

Axe 3 : De la nécessité d'être un *petit malin* ?

Cet axe suggère enfin de prendre au sérieux la figure du *petit malin*, en interrogeant aussi bien la nécessité que peut constituer le fait de *jouer* avec les règles, que les pratiques associées à cette figure. Qu'est-ce qu'un *petit malin*, que révèle ou occulte cette figure sur l'expérience de l'assistance ? Est-il possible de « s'en sortir » sans être un *petit malin* ?

Le *petit malin* de l'État social, quel que soit le terme employé pour le décrire, renvoie à l'allocataire qui, sans nécessairement les enfreindre, joue avec les règles et en éclaire dans le même temps les limites et les subtilités. Il s'agit de celui ou celle qui navigue habilement dans les méandres des démarches administratives et des exigences bureaucratiques, cherchant des informations, s'inspirant sur les expériences d'autres allocataires, tissant des réseaux formels ou informels, et recourant à des experts (les « spécialistes des papiers » de Y. Siblot, 2006). Il désigne l'usager de prestations sociales qui déploie des stratégies d'ajustement et de maximisation de ses ressources financières, en trouvant des petits boulots, en s'engageant dans des formes de solidarité informelle, en échangeant des services ou des ressources avec d'autres allocataires (Collectif Rosa Bonheur, 2017 ; V. Cohen et B. Larguèze, 2007). Le *petit malin* désigne ainsi celui ou celle que l'on soupçonne de manipuler les règles, de *trop* les maîtriser, d'en tirer plus que ce qui est autorisé (par la règle ou par la morale). Ces pratiques, souvent nécessaires (Evason et Woods 1995 ; Kohler-Hausman 2007), peuvent être perçues comme suspectes en raison des bénéfices qu'on leur reproche d'en tirer, ou simplement du fait des caractéristiques sociales des bénéficiaires (classe sociale, genre, race, religion, etc.).

En explorant la figure du *petit malin*, ce dernier axe invite les contributions à questionner les pratiques associées à cette figure, les attentes à l'égard de ceux et celles qui ont recours aux minimas sociaux, les contraintes auxquelles ils sont confrontés, et la façon dont ils s'en accommodent. Comment les pratiques et les formes de répartitions -notamment sexuée- des tâches pour « s'en sortir » au sein des ménages remettent-elles en cause l'apparente homogénéité de cette figure (V. Cohen et B. Larguèze, 2007) ? Quand la ruse est-elle considérée comme de la triche ou de la fraude ? La distinction repose-t-elle uniquement sur le degré de conformité aux règles des pratiques ? L'ingéniosité avec les règles des prestations sociales est-elle une pratique limitée à certaines catégories sociales, ou la force de cette représentation sociale participe-t-elle à invisibiliser des pratiques mises en œuvre par les usagers, indépendamment de leurs caractéristiques sociales ?

Cet appel à communication est ouvert aux propositions qui dépasseraient la question de l'État social ; il invite à interroger les proximités, et les écarts, entre des usages stratégiques du droit, tantôt acceptés, si ce n'est valorisés, comme dans le cas de l'optimisation fiscale, tantôt réprouvés, condamnés et sanctionnés.

Modalités de soumission

Les propositions de communication en français ou en anglais, format PDF, préciseront le ou les axes dans le(s)quel(s) elles s'inscrivent et résumeront en 2 500 signes maximum (espaces compris, hors bibliographie) le contenu de la communication. Elles comprendront les informations suivantes :

- Prénom et nom, discipline, statut et affiliation, adresse électronique
- Titre (provisoire) de la communication
- Résumé de 2 500 signes maximum (hors bibliographie)
- Références bibliographiques

Elles seront envoyées au plus tard le 20 novembre 2023, à Hana Bouhired Lacheraf (HanaBouhired@gmail.com), Federica Graziano (federica.graziano_@libero.it) et Julie Oudot (julie.oudot@sciencespo.fr).

Comité d'organisation

Hana Bouhired – Lacheraf (GEMASS/CNR - Sorbonne Université)

Federica Graziano (Dispes - Université de Calabre)

Julie Oudot (CSO - Sciences Po)

Comité scientifique international

Vincent Dubois (SAGE - Université de Strasbourg)

Nicolas Duvoux (CRESPPA - Université Paris 8)

Kathryn Edin (CRCFW - Princeton University)

Camille Herlin-Giret (CERAPS/CNRS - Université de Lille)

Jeanne Lazarus (CNRS - Sciences Po)

Enrica Morlicchio (Università Napoli Federico II)

Ana Perrin-Heredia (CERLIS – Université Paris Cité)

Yasmine Siblot (CRESPPA - Université Paris 8)

Bibliographie

- Anselmo M., Morlicchio E., Pugliese E.,** (2020), "Poveri e imbroglioni, dentro il reddito di cittadinanza", *Il Mulino*, n. 1/20, pp. 53-63
- Bec, C.,**(1998) *L'assistance en démocratie. Les politiques assistantielles dans la France des XIXe et XXe siècles*, Belin (Socio-histoires), Paris
- Castel R.,** (1995), *Les métamorphoses de la question sociale : une chronique du salariat*, Fayard, Paris.
- Cohen, V., Larguez, B.** (2007). "S'en sortir" sans pouvoir sortir des dispositifs : le cas d'allocataires de minima sociaux en début et en fin de parcours professionnel. *Revue française des affaires sociales*, 85-107
- De Blic, D., J. Lazarus** (2007), *Sociologie de l'argent*. La Découverte
- Dubois, V.** (2003), *Les Conditions socio-politiques de la rigueur juridique. Politique de contrôle et lutte contre la fraude aux prestations sociales*, CSE-CNAF (avec la collaboration de D. Dulong, L. Chambolle et F. Buton).
- Dubois, V.** (2009), « Le paradoxe du contrôleur. Incertitude et contrainte institutionnelle dans le contrôle des assistés sociaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 178, p. 28-49.
- Dubois V.** (2012), *La promotion du contrôle : retour sur la construction politique de la fraude sociale comme problème public*
- Dubois V.** (2021) *Contrôler les assistés. Genèse et usage d'un mot d'ordre*, Raisons d'agir, Paris.
- Duvoux N.,** (2012), *Le Nouvel Age de la solidarité. Pauvreté, précarité et politiques publiques*, Seuil, La République des idées, Paris
- Edin, K.** (1993). *There's a Lot of Month Left at the End of the Money: Surviving Welfare and Low Wage Work in Chicago*. Garland Press, New York.
- Edin & Lein L.** (1997), *Making Ends Meet: How Single Mothers Survive Welfare and Low-Wage Work*. Russell Sage Foundation, New York.
- EDIN, K., & NELSON, T. J.** (2013). *Doing the Best I Can: Fatherhood in the Inner City* (1st ed.). University of California Press.
- Evason, E., Woods, R.** (1995), Poverty, Deregulation of the Labour Market and Benefit Fraud. *Social Policy & Administration*, 29: 40-54.
- Fassin D.** (2001), Charité bien ordonnée. Principes de justice et pratiques de jugement dans l'attribution des aides d'urgence, *Revue française de sociologie*, 437-475.
- Geremek B.** (1976) *Les marginaux parisiens aux XIX et XV siècles*, Paris Flammarion, "L'Histoire vivante"
- Geremek B.** (1987) *La Potence ou la pitié. L'Europe et les pauvres du Moyen Âge à nos jours*, Gallimard.
- Gilliom, J.** (2001). *Overseers of the Poor: Surveillance, Resistance, and the Limits of Privacy*, Chicago, University of Chicago Press.
- Gustafson, K. S.** (2011), *Cheating Welfare. Public assistance and the criminalization of poverty*, New York University Press, New York.
- Hancock A. M.** (2004), *The politics of disgust, the public identity of the welfare queen*, New York University Press, New York.
- Herlin-Giret, C.** (2017). Les contournements discrets de l'impôt: Comment les redevables de l'ISF s'arrangent avec le droit. *Sociétés contemporaines*, 108, 15-39.
- Kohler-Hausmann, J.** (2007). "The Crime of Survival": Fraud Prosecutions, Community Surveillance, and the Original "Welfare Queen." *Journal of Social History*, 41(2), 329-354.
- Lipsky, M.** (1980). *Street Level Bureaucracy: Dilemmas of the Individual in Public Services*. Russell Sage Foundation.
- Martin C., Paugam S.,** (2009), « La nouvelle figure du travailleur précaire assisté », *Lien social et politiques*, vol. 61, p. 13-19.
- Power M. J.** (2019) *Fake news? A critical analysis of the 'Welfare Cheats, Cheat Us All' campaign in Ireland*, *Critical Discourse Studies*, 16:3, 347-362

- Power, M., Devereux, E., Ryan, M.** (2022). Framing and Shaming: The 2017 Welfare Cheats, Cheat Us All Campaign. *Social Policy and Society*, 21(4), 646-656.
- Regev-Messalem, S.**, (2013) *Claiming Citizenship: The Political Dimension of Welfare Fraud* (October 1, 2013). *Law and Social Inquiry*, Vol. 38, No. 4
- Rosa Bonheur, C.**, Bory, A., Calderon, J., Cohen, V., Mortain, B., Muller, S., Verdière, J. & Vignal, C. (2017). Les garages à ciel ouvert : configurations sociales et spatiales d'un travail informel. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 216-217, 80-103.
- Saraceno, C., Benassi D., Morlicchio E.**, (2022), *La povertà in Italia*. Il mulino.
- Schehr, S.** (1999), *La vie quotidienne des jeunes chômeurs*, Paris, Presses Universitaires de France.
- Schnapper D.** (1989) "Rapport à l'emploi, protection sociale et statuts sociaux", *Revue française de sociologie*, 30-1.
- Schnapper D.** (1981), *L'épreuve du chômage*, Gallimard, Paris
- Siblot, Y.** (2006). *Faire valoir ses droits au quotidien : Les services publics dans les quartiers populaires*. Presses de Sciences Po.
- Spire, A.**, (2005), *Étrangers à la carte. L'administration de l'immigration en France (1945-1975)*, Paris, Grasset.
- Spire, A.**, (2008), *Accueillir ou reconduire. Enquête sur les guichets de l'immigration*, Paris, Raisons d'agir.
- Weller J.-M.**, (1999) *L'État au guichet. Sociologie cognitive du travail et modernisation administrative des services publics*, coll. « Sociologie économique »